

Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien: le Secrétaire général déplore la lenteur du rythme de reconstruction à Gaza

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

(Adapté de l'anglais)

VIENNE, 31 mars et 1er avril -- Le Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien, dont le thème cette année était « Accélérer l'aide, la relance et la reconstruction de Gaza après la guerre », a conclu ses travaux aujourd'hui à l'Office des Nations Unies à Vienne, après deux jours de débat.

Ce Séminaire, organisé par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, s'était ouvert le 31 mars par un message du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, reconnaissant la « situation humanitaire extrêmement difficile » qui prévaut à Gaza.

Dans ce message, lu par le Directeur général de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), M. Yury Fedotov, le Secrétaire général se dit préoccupé par la lenteur du rythme de la reconstruction à Gaza. « Des dizaines de milliers de Gazaouis –hommes, femmes, enfants et personnes âgées– vivent encore dans des abris temporaires ou dans les locaux des Nations Unies parce que leurs maisons n'ont pas encore été reconstruites. »

Il rappelle que les dangers inhérents à cette situation ont été mis en évidence par la mort, lors de tempêtes en janvier, de quatre enfants en raison des mauvaises conditions de logement. Un constat alarmant partagé par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Fodé Seck, pour lequel le maintien du blocus de Gaza est un obstacle sur la voie du plein relèvement.

Pour le Secrétaire général, le Mécanisme temporaire de reconstruction de Gaza, négocié sous l'égide des Nations Unies, avait jusqu'à présent permis à plus de 60 000 propriétaires gazaouis d'accéder à des matériaux de construction pour réparer les logements.

En outre, quelque 42 projets de construction et d'infrastructure financés par la communauté internationale et le secteur privé ont été approuvés à ce jour, souligne-t-il. « Une montée en puissance des opérations du Mécanisme est désormais possible pour faciliter l'exécution rapide des principaux grands projets. »

M. Ban, dans son message, reconnaît dans le même temps que la majorité des fonds promis par les donateurs n'ont pas encore été reçus. Il souligne que le Gouvernement d'union nationale n'exerce pas encore pleinement son contrôle sur Gaza et exhorte les Palestiniens à surmonter leurs divisions, dont pâtit la population de Gaza.

L'observateur de l'État de Palestine, M. Mohammed Shtayyeh, a déclaré que le Gouvernement d'union nationale ne ménageait pas ses efforts en vue de faire de la réconciliation palestinienne une réalité. « Moins de 5% seulement de l'aide promise à la suite du conflit a été versée », a-t-il déploré.

Le Directeur des opérations pour Gaza de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), M. Robert Turner, a indiqué que Gaza subissait pour la première fois un mouvement d'émigration massive et clandestine, en raison de la gravité de la situation. Il a également évalué à 450 millions de dollars le déficit financier dont souffre l'UNRWA.

Le Directeur général de la coopération au développement du Ministère autrichien des affaires étrangères, M. Peter Launsky-Tieffenthal, a, lui, souligné les efforts extraordinaires déployés par l'UNRWA pour venir en aide à des milliers de famille et rappelé que l'aide de son pays en faveur des Palestiniens s'élevait en 2014 à 6,3 millions de dollars.

Les participants à ce Séminaire se sont efforcés de replacer les efforts de reconstruction de Gaza dans le contexte plus large du processus de paix israélo-palestinien, à commencer par le Secrétaire général, pour lequel seul un accord de paix global débouchant sur la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël permettra de résoudre durablement le conflit.

« Il nous faut rompre le cycle construction-destruction, construction-destruction, construction-destruction qui a causé tant de souffrances et de gaspillages inutiles », estime en effet M. Ban.

« La communauté internationale doit regarder la situation avec des yeux neufs », a observé M. Shtayyeh, selon qui la mise en œuvre de la solution à deux États exige que soit mis un terme à la réalité des trois États que sont Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Enfin, l'observateur a promis que la Palestine, qui est devenue membre le 1er avril de la Cour pénale internationale (CPI), demanderait justice pour les agressions perpétrées contre Gaza et pour les colonies de peuplement illégales présentes sur son territoire depuis 1967.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.